» connaîtrait sur-le-champ Sa Majesté comme » roi d'Espagne et des Indes. » Bien que l'envoyé n'apportât avec lui ni réponse à la notification de l'avénement au trône ni lettres de créance, ses paroles étaient trop flatteuses pour ne pas causer la plus douce émotion. Il finit par assurer que son souverain était à peu de distance de Bayonne, et qu'il se rendait à Madrid.

En effet, l'Empereur était parti de Paris le 2 avril. Des voitures, chargées de meubles de la couronne, étaient entrées en Espagne. Ses relais et sa garde l'attendaient à toutes les stations de poste. Un maréchal-des-logis du palais impérial avait reconnu les appartemens du palais des rois d'Espagne destinés à son maître, et était entré dans des détails minutieux de bains à prendre et de service intérieur, qui ne permettaient pas d'élever un doute sur la prochaine arrivée de Napoléon. Partant de-là, le général Savary renouvela les instances qu'avaient déjà faites Murat et Beau-

harnais, pour engager le Roi à se porter à la rencontre de Sa Majesté impériale. Attendu la célérité avec laquelle elle voyage, les deux monarques se rencontreront infailliblement à Burgos. La chaleur et l'air de vérité de Savary firent impression sur Ferdinand. Une conversation de cinq quarts-d'heure avec l'ambassadeur de France l'ébranla encore davantage. L'opinion unanime de son conseil acheva de le décider.

Assez de motifs cependant devaient détourner des hommes d'État d'une politique si confiante. Il n'y avait pas dans l'armée française un sous-lieutenant qui n'eût deviné les sentimens de l'Empereur. La vieille cour entretenait avec Murat une correspondance active, et se livrait à l'espérance du changement. Le Moniteur de Paris continuait à ne voir dans Ferdinand VII que le prince des Asturies. Don Josef Martinez Hervas, beau-frère du grandmaréchal Duroc, qui avait accompagné le général Savary en Espagne, et qui, pour habi-

ter la France, n'avait pas cessé d'avoir le cœur espagnol, dit que si le Roi quittait Madrid, il n'y reviendrait jamais. Malheur aux souverains absolus que leur incapacité ou leur faiblesse condamne à se mettre en tutelle! Des quatre personnages dont Ferdinand prenait alors les conseils, un seul, Cevallos, n'avait pas trempé dans la conjuration de l'Escurial. Les trois autres, don Carlos, l'Infantado et Escoiquitz, n'étaient pas remis de l'effroi que leur avait causé la colère du vieux Roi. Napoléon seul pouvait raffermir leurs têtes encore branlantes sur leurs épaules; ils étaient impatiens de le voir et de conquérir sa bienveillance. Leur esprit, ébloui des avantages personnels qu'ils tireraient de cette visite, n'apercevait pas les inconvéniens qui pouvaient en résulter pour le Roi et pour le royaume. Il fallait, suivant eux, abréger, à quelque prix que ce fût, la crise où l'État se trouvait. On n'avait pas à craindre que l'Empereur abusât de la faiblesse du jeune Roi pour lui enlever sa couronne; car

l'Espagne, l'Europe, la France elle-même se soulèveraient, et le Nouveau-Monde serait d'emblée la proie des Anglais. La seule idée d'une si horrible perfidie était une injure à la grande ame d'un héros tel que Napoléon. « Après tout, disaient les partisans du voyage, » quel parti prendre? La soumission est for-» cée, puisque la résistance est impossible. »

Le 10 avril, Ferdinand partit de Madrid avec ses confidens intimes et les titulaires des hautes charges de sa cour. Le général Savary sollicita l'honneur de l'accompagner. Une fois hors de l'enceinte de la capitale, on put regarder le sacrifice comme à peu près consommé. Les chemins étaient couverts de troupes françaises; elles se présentaient au prince autant pour le garder que pour lui faire honneur. Dès-lors, il lui eût été difficile de retourner en arrière ou de changer de direction. Arrivé à Burgos, on n'y trouva pas Napoléon toujours annoncé et n'arrivant jamais. La même

séduction et la même crédulité entraînèrent la cour d'Espagne à Vitoria. Là, Savary quitta le Roi, alla trouver l'Empereur, dont on avait appris le départ de Bordeaux pour Bayonne, et revint bientôt avec une lettre dont le ton et la forme eussent rendu la vue à d'autres qu'à des hommes qui voulaient rester aveugles. L'Empereur n'accordait pas à Ferdinand le titre de majesté; il lui faisait des remontrances sévères sur l'illégalité des scènes d'Aranjuez et sur le danger qu'il y a pour les rois d'accoutumer les peuples à se faire justice eux-mêmes. Il promettait peu, et la fidélité à ses promesses était subordonnée à une discussion dans laquelle il se portait pour seul arbitre '.

A Vitoria, plus d'un effort généreux fut tenté pour arracher le Roi au sort qui l'attendait. Don Mariano Luiz de Urquijo, une des plus illustres victimes du despotisme de Godoy, accourut au passage de la cour de Bilbao

Voyez à la fin du volume (0).

où il était exilé, et développa avec force et clarté les argumens irrésistibles qui devaient empêcher le Roi de se précipiter dans le piége qui lui était tendu '. Hervas répéta ses prophétiques avis; don Manuel Mazon Corréa, chef des douanes de la ligne de l'Ebre, vint offrir ses services et les bras de deux mille douaniers pour arracher le Roi aux Français. Don Miguel Ricardo de Alava, officier de marine, voulut le tirer de son palais, déguisé en muletier. Le duc de Mahon, alors commandant-général du Guipuzcoa, promit de couvrir et d'assurer sa fuite en Aragon, afin qu'il ne fût pas dit que le dévouement d'un petit-neveu du brave Crillon avait manqué à un descendant de Henri IV 2. Le peuple, qui, dans les

^{&#}x27; Voyez à la fin du volume (P).

² Le duc de Mahon est fils de Louis de Berton des Balbes de Quiers, duc de Crillon, qui passa du service de France au service d'Espagne, sous le règne de Charles III, reçut le titre de duc de Mahon, pour avoir

questions simples, juge mieux que les ministres et les grands, parce que son bon sens naturel n'est pas altéré par de lâches calculs, le peuple se porta en foule au palais du Roi, pour empêcher le départ. On voulut dételer les chevaux de son carrosse; on coupales traits des attelages. La division française du général Verdier avait pris les armes: peus'enfallut que Ferdinand ne réclamat son secours pour dissoudre le rassemblement. Tant d'avis, dictés par la fidélité et la volonté du peuple, exprimée avec tant d'énergie, ne purent pas vaincre la persévérance de l'engouement dans lequel le géneralissime de l'Escurial et un prêtre bel esprit * retinrent leur Roi. Le sort en était jeté; le malheureux prince passa la Bidassoa le 20 avril.

pris, en 1782, la forteresse de ce nom, et commanda ensuite l'armée combinée au siège de Gibraltar.

^{&#}x27; On n'a pas oublié que le prince des Asturies était dirigé presque exclusivement par les conseils du chanoine Escoiquitz quand il investit le duc de l'Infantado des pouvoirs de généralissime.

L'infant don Carlos son frère était entré en France quelques jours avant lui.

La terre de France avait, en 1793, dévoré les Bourbons; mais les jours de 1793 étaient łoin. Les Bourbons d'Espagne n'avaient rien de français à leurs propres yeux, et encore moins aux yeux de la France; ils avaient oublié leur origine. Les petits-fils de Louis XIV ne savaient même plus parler la langue de Bossuet et de Racine. En les laissant sur le trône de Madrid, l'Empereur achevait de les éteindre, et il continuait à trouver en eux des instrumens plus dociles et des vassaux plus fidèles que ne l'eût été un roi de sa propre maison. La puérile gloriole de substituer partout sa dynastie à la dynastie des Bourbons, a fait affronter à Napoléon, devant ses contemporains et devant l'histoire, la responsabilité d'un immense coup d'État tel qu'il faut remonter jusqu'à Charles-le-Téméraire et Louis XI pour trouver dans les temps passés quelque chose qui y ressemble. Aussitôt après son arrivée à Bayonne, Ferdinand fut sommé de remettre la couronne d'Espagne et des Indes en échange du petit royaume d'Étrurie que l'Empereur lui fit offrir. Le jeune Roi repoussa d'abord cette proposition déshonorante; mais sa résistance avait été prévue, et déjà on avait avisé aux moyens de la faire cesser ou de la rendre inefficace.

Les ministres espagnols formaient à Madrid, sous la présidence de l'infant don Antonio, frère de Charles IV, une Junte suprême de gouvernement. Avant le départ du monarque, le grand-duc, l'ambassadeur et le général Savary avaient témoigné à plusieurs reprises que la mise en liberté du prince de la Paix serait agréable à l'Empereur. Il n'avait pas échappé à Napoléon combien il augmenterait sa popularité parmi les Espagnols, en abandonnant Godoy à la fureur du peuple; mais l'idée de recueillir le prix du sang lui aurait fait horreur: le favori de Charles IV et de Marie-Louise

était encore nécessaire à ses combinaisons politiques.

D'ailleurs, le prince Murat et le prince de la Paix étaient unis depuis long-temps par les liens d'une étroite amitié. Ce dernier, au jour de sa splendeur, portait souvent un ceinturon que la grande-duchesse de Berg avait brodé de ses mains. Dans sa prison, on l'entendait sans cesse invoquer le nom de Murat. Murat ne manqua pas à l'amitié: le jour même du départ de Ferdinand pour Bayonne, il exigea impérieusement ce qu'il demandait la veille avec modération. La Junte en référa au souverain. Le grand-duc insista ; il menaça de faire passer au fil de l'épée cent gardes-du-corps et cinq cents grenadiers provinciaux qui gardaient Godoy dans la vieille maison royale de Villa-Viciosa, à quatre lieues de Madrid. Le prisonnier fut alors livré aux Français qui lui firent passer les Pyrénées.

Dans le même temps, le vieux Roi protesta contre l'abdication d'Aranjuez, comme ayant été le produit de la contrainte '. Après cette rétractation éclatante, sa présence en Espagne fut jugée inutile, et lui-même n'eût plus voulu y rester après que le prince de la Paix était délivré et parti pour la France. Le grand-duc envoya Charles IV et la reine Marie-Louise à Bayonne, où ils arrivèrent le 30 avril, dix jours après leur fils, et quatre après leur favori. L'apparition de trois nouveaux personnages sur cette scène agitée, fit prendre à la négociation une autre marche. L'Empereur ne voulut plus traiter de la couronne avec le prince qui se montrait récalcitrant à en faire l'abandon. Godoy, encore meurtri des coups reçus à Aranjuez, et comptant l'Espagne pour rien, puisqu'il ne pouvait plus y régner, vint reprendre en sous-œuvre une trame abominable, et justifier par le dernier acte de sa vie politique les sentimens d'exécration que lui avaient voués ses compatriotes. Par ses con-

^s Voyez à la fin du volume (Q).

seils, et sous l'influence des passions haineuses de la Reine, Charles IV se fit l'instrument de la politique de l'ennemi de sa maison. Il se chargea de réduire un fils rebelle et usurpateur, et il s'acquitta de cette malheureuse commission avec une insensibilité et un emportement qui firent frémir Napoléon lui-même '.

L'auteur des Mémoires historiques sur la Révolution d'Espagne a décrit à sa manière, toujours pittoresque et attachante, l'impression qu'éprouva Napoléon.

« En revenant du palais du roi Charles, il (l'Empereur) traversa avec agitation les appartemens du château de Marrac, se rendit dans le jardin, et, après avoir fait trois ou quatre tours avec beaucoup d'action, il appela toutes les personnes qui se trouvaient présentes, et, comme un homme plein d'un sentiment qui l'oppressait, il se mit à raconter dans ce style animé, pittoresque, plein d'images, de verve et d'originalité qui lui était familier, tout ce dont il venait d'être témoin; il frissonnait; ses tableaux nous avaient transportés au milieu des acteurs de cette horrible scène; il peignait le roi Charles se plaignant à son fils de ses conspirations, de la perte de la monarchie que lui-même avait conservée entière au milieu des désordres de l'Europe, des outrages faits à ses cheveux blancs. « C'était, dit-il, le roi Priam. » Ce furent ses expressions, lorsque s'arrêtant tout-à-coup il

Le départ de Ferdinand avait jeté l'alarme en Espagne. Quoique les troupes observassent généralement une bonne discipline, elles étaient désagréables aux habitans, parce qu'elles vivaient aux dépens du pays, et qu'elles avaient les prétentions que donne l'habitude de la victoire. Il ne se passait pas de jour que la fierté castillanne ne s'irritât des excès de la pétulance française. Des soldats furent tués à Burgos, à Barcelone, et dans plusieurs autres endroits. L'inquiétude des Espagnols ne tarda pas à faire place à leur ancienne animosité contre leurs voisins. Les troupes des deux nations ne se mêlèrent pas. Dans les provinces qui n'étaient point encore envahies, les gouverneurs com-

ajouta après un moment de silence : « La scène devenait

[»] fort belle, quand la Reine est venue l'interrompre en

[»] éclatant en invectives et en menaces contre son fils, et » après lui avoir reproché de les avoir détrônés, elle m'a

[»] demandé de le faire monter sur l'échafaud. Quelle

[»] femme! quelle mère! s'écria-t-il; elle m'a fait hor-

[»] reur, elle m'a intéressé pour lui. »

mencèrent spontanément à se mettre sur leurs gardes et à rassembler des armes.

Les Français aussi se fortifiaient et organisaient l'occupation du territoire. La division Vedel vint à l'Escurial, et fut relevée à Ségovie par la troisième division du 2e corps d'observation de la Gironde, dont le général Frère avait pris le commandement après la mort de Malher. Le général en chef Dupont était à Aranjuez avec la première division d'infanterie et la cavalerie. On lui donna l'ordre de transporter son quartier-général à Tolède. L'adjudant-commandant Martial Thomas fut envoyé, avec quelques officiers d'état-major et des employés du service administratif, pour préparer l'établissement. Il disait publiquement que l'Empereur ne reconnaissait pas Ferdinand pour roi d'Espagne, et que Charles IV remonterait sur le trône. Ses discours, répétés et commentés par la malveillance, amenèrent une émeute. Le peuple de la ville et les habi-

tans de la campagne accoururent en foule sur la grande place dite Zocodover, en criant: Vive Ferdinand VII! Ils parcoururent les rues, armés de fusils, de piques, de sabres et de bâtons, et promenant une bannière à laquelle était attaché le portrait du jeune Roi. Malheur à qui aurait refusé de fléchir le genou devant l'image révérée! L'attroupement se porta à la maison du corrégidor don Josef Joachim de Santa-Maria: ce magistrat parvint à s'échapper furtivement. On brûla ses meubles et ses voitures; on en fit autant avec les effets de don Pedro Segundo et de don Luiz del Castillo, deux riches propriétaires qui, pas plus que le corrégidor, n'avaient d'autre titre à la haine publique que de passer pour attachés au gouvernement de Charles IV. Le désordre se prolongea trente-six heures, sans qu'il y eût une goutte de sang répandue.

Cette émeute avait lieu le 21 avril. Le 26, Dupont marcha sur Tolède avec les troupes d'Aranjuez. Il s'approcha en ordre d'attaque et prêt à combattre. Tolède est la ville lévitique de la Péninsule, le siége du primat des Espagnes. Les religieux et le chapître eurent le temps de calmer l'irritation populaire. La princesse de la Paix et le cardinal-archevêque son frère sortirent en voiture au-devant des Français. La deuxième division du corps d'armée du général Dupont vint à Aranjuez, et fut remplacée par la troisième à l'Escurial. La brigade de cavalerie du général Auguste Caulaincourt entra dans la Nouvelle-Castille en même temps que des renforts pour les corps d'infanterie qui occupaient cette province.

On n'accumulait pas sans dessein les troupes autour de Madrid. Cette capitale était sur un volcan. Les habitans avaient appris avec douleur que leur Roi avait dépassé la frontière. La mise en liberté du prince de la Paix faillit produire un soulèvement. On annonça dans la gazette que c'était par l'ordre exprès de Ferdinand que Godoy serait jugé et puni en France. La protestation de Charles IV contre

l'abdication d'Aranjuez augmenta encore le mécontentement. Il fut à son comble quand on eut vent de la contrainte exercée à Bayonne sur le monarque, et des indignes propositions qui lui étaient faites. Il fallait voir avec quelle anxiété le courrier de France était attendu, et quelle foule se pressait chaque jour devant la maison de la poste (casa de correos). Les efforts des généraux français et de leur police secrète pour distraire et tromper la curiosité publique étaient impuissans. Pour suppléer au silence et contrebalancer les mensonges des journaux imprimés, les nouvelles manuscrites couraient de main en main. La Puerta del Sol, ce carrefour fréquenté, dans les temps ordinaires, seulement par les oisifs, ne désemplissait pas. Les Espagnols ne s'enquéraient plus de la fête de saint Jérôme ou de la neuvaine de la Vierge; ils épanchaient dans le sein l'un de l'autre la rage qui les suffoquait.

Le grand-duc de Berg croyait ramener les esprits et guérir l'opinion en se montrant chaque jour aux habitans de Madrid. Plus d'une fois s'échappèrent des amples manteaux où leurs visages sont plongés des murmures et même des sifflets adressés à ses fastueuses cavalcades. Ce n'était pas seulement le chef des Français qui était odieux; les Espagnols exécraient en Murat l'ami, le protecteur, le sauveur de Godoy.

La Junte suprême de gouvernement avait aussi sa part des tribulations et des angoisses. Elle appela à ses conférences les présidens des grands corps de la monarchie, moins pour rendre la responsabilité plus légère en la faisant peser sur un plus grand nombre de têtes, que pour s'environner de lumières et de secours. Souvent, dans les conseils, l'amour de la patrie suggéra des plans de délivrance. On proposa de quitter la capitale pour se réunir en lieu de sûreté, de détruire les armes, les vivres, les moyens de transport, de disperser les troupes espagnoles qui se trouvaient dans les provinces envahies, de les rassembler en-

suite sur des points éloignés, avec quarante mille hommes qu'on appellerait du Portugal, du camp de Saint-Roch, des îles et des présides, et de commencer la guerre. Mais pour une pareille levée de boucliers, il fallait employer le nom du souverain, et Ferdinand recommandait toujours d'être prudent et de se maintenir en bonne intelligence avec l'armée de l'Empereur. Que pouvaient faire les Espagnols dans Madrid, cernés, enlacés par cinquante mille Français, et n'ayant à leur opposer qu'une garnison de trois mille hommes et une population d'autant moins propre au métier des armes, qu'elle n'avait jamais été organisée en corps de milice?

Le gouvernement usa de plus de circonspection, à mesure que la fermentation allait croissant. On consigna les troupes espagnoles dans leurs casernes. Malgré la sévérité des mesures de police, il s'élevait tous les jours, entre les habitans et les Français, des rixes qui se terminaient par du sang répandu. Les sol-

dats s'accoutumèrent à regarder comme ennemis les partisans de Ferdinand VII. Quelques officiers supérieurs en vinrent à désirer un choc afin de donner une leçon à la multitude, assurés qu'ils étaient du succès, à cause de la supériorité que des troupes habituées au danger ont sur les foules qui combattent sans organisation et sans chefs. Dès long-temps une insurrection avait été prévue. Toute l'artillerie française était enfermée dans le Retiro. Il n'y avait dans Madrid que la garde impériale à pied et à cheval, la division d'infanterie commandée par le général Musnier, et une brigade de cavalerie. Mais les autres divisions du corps d'observation des côtes de l'Océan, cantonnées au couvent de San-Bernardino, à Chamartin, à Fuencarral et au Prado, devaient accourir à la première alerte.

Les poudres sont à découvert : la moindre étincelle va les embraser. Le grand-duc présenta à l'infant don Antonio une lettre de Charles IV, qui lui enjoignait d'envoyer à Bayonne la reine d'Étrurie et l'infant don Francisco de Paula. La Reine consentit à partir. La Junte de gouvernement répondit pour l'infant, qui n'avait que treize ans, qu'il ne pouvait pas se mettre en route sans l'autorisation du roi Ferdinand. Le grand-duc signifia à la Junte qu'il prenait tout à sa charge, et qu'il saurait vaincre l'opposition qu'on essaierait de mettre à sa volonté.

Le 2 mai était le jour fixé pour le départ de la reine d'Étrurie, de ses enfans et de son frère, don Francisco de Paula. Les deux derniers courriers de Bayonne avaient manqué, et l'inquiétude en était devenue plus grande. Dès le matin, la place devant le palais fut couverte de peuple, et surtout de femmes qui considéraient tristement les apprêts du voyage. A neuf heures, la Reine partit, emmenant son fils et sa fille. Restaient encore deux voitures qu'on chargeait avec précipitation. Quelqu'un dit que l'une d'elles est pour l'infant don An-



tu Rela d'étrusie, Dess de ufont à l'orfor for D' Francisco de pleula la duca desseles Dans me hund de cupitale uno vane de la famille enson refrom que bestour ne vem gas garrie et qu'il ven-Der luraus en abouvance. et ce recet la fairant glivren, la houmes se des es perein. Alon sort du palai un officier Francis, August la pay. la gelije blanch et son flomtalon cramoù; fou recono: - he un aide de camp de murat. 11 le voila : / ur vaux 11 pour cules u note infants en paroles lineales reguideman. l'ofice Francas en contoler, inulto perf. j'en defend quelque toup je allori giris, lon qu'un gatronible de la garos jugitiale senain à jasse dis quenestres propos crosseur () un apple troups de graner celles que some es por a aguir be grown " When eton logi Dans I hotel on prime de la pais à cuit tois dervier le polais son tratailles De prignest accourt aver Dew fortes de comon pour Dig. Clas sorvices. roude le rapenblement. mais deja un mous ment electrique s'étoir commanique d'embour à l'aure de la ville. La aplação por la laste de la place ou propos cola Para d'Alcalo de remobilier en un justant, en n'entra (un assesso of porpos cola Para d'Alcalo to remobilen en un justant, en n'entra que contra

tonio. Ainsi ils s'en vont tous. Dans une heure, la capitale sera veuve de la famille entière de ses rois. Des personnes attachées au service de la cour rapportent que don Francisco ne veut pas partir, et qu'il verse des larmes en abondance. A ce récit, les femmes pleurent, les hommes se désespèrent.

Alors sort du palais un officier français, Auguste Lagrange. Sa pelisse blanche et son pantalon cramoisi font reconnaître un aide-decamp de Murat. « Le voilà, il est venu pour » enlever notre infant. » Ces paroles circulent rapidement. L'officier français est entouré, insulté, pressé. Il se défend quelque temps. Il allait périr, lorsqu'une patrouille de la garde impériale venant à passer, dix grenadiers croisent la baïonnette et le délivrent.

Le grand-duc était logé dans l'hôtel du prince de la Paix, à cent toises derrière le palais. Son bataillon de piquet 'accourt avec

On appelle troupes de piquet celles réunies en armes et prêtes à agir quand et où on a besoin de leurs services.

deux pièces de canon pour dissoudre le rassemblement. Mais déjà un mouvement électrique s'était communiqué d'un bout à l'autre de la ville. La Plaza-Mayor et la rue d'Alcala se remplissent en un instant. On n'entend que vociférations mêlées au roulement du tambour et au son de la trompette qui appellent les troupes à leurs places d'armes. Les Espagnols sont persuadés que les Français ont juré leur ruine; pas un Français ne doute qu'il n'y ait un vaste complot ourdi pour égorger l'armée. Les habitans se saisissent de fusils de chasse, de vieilles épées, et, au défaut d'armes, ils prennent des bâtons. Les soldats surpris isolément dans les maisons et dans la rue sont assassinés ou désarmés. Des officiers d'état-major et des cavaliers porteurs d'ordre sont renversés de cheval. On jette des pierres et on tire des coups de fusil par les fenêtres. Quelques femmes furieuses versent de l'eau bouillante de dessus les balcons. Cinquante combats singuliers s'engagent à la fois. Les Espagnols sont particulièrement

inexorables envers quelques mameloucks de la garde qui tombent entre leurs mains, heureux de frapper du même coup un Français et un Musulman '!

Les troupes ont pris les armes, la scène va changer. Les officiers-généraux commandent des détachemens d'infanterie pour enfoncer les portes des maisons d'où partent les coups de fusil et pour tirer vengeance des agresseurs. Trois ou quatre coups de canon à mitraille balayent cette belle rue d'Alcala, qui par sa largeur et son alignement offre tant de prise au feu de l'artillerie. Le chef d'escadron Daumesnil, à la tête de la cavalerie de la garde impériale, charge sur la multitude. Les lanciers polonais jettent alors dans l'ame des Espagnols les premières impressions d'une terreur qui deviendra plus grande à mesure qu'on les connaîtra davantage.

¹ Il est resté aux habitans de la Péninsule, depuis l'invasion des Maures, une horreur profonde pour l'habit des Musulmans.

La garnison espagnole resta enfermée dans ses quartiers, attendant qu'on lui donnât des ordres pour agir. Il y avait au parc d'artillerie situé près de la porte de Fuencarral, dix mille fusils encaissés et vingt-six pièces de canon montées sur affûts. Le peuple voulut s'en emparer. Les canonniers qui gardaient le parc s'y opposèrent d'abord, mais entendant dire que leurs camarades de l'infanterie étaient attaqués dans les casernes, et voyant arriver à eux une colonne française qui marchait au pas de charge, ils se joignirent aux insurgés. Commandés par deux braves officiers de leur corps, don Luiz Daoiz et don Pedro Velarde, et aidés par leurs compatriotes qui s'attelèrent eux-mêmes aux canons, ils mirent trois pièces en batterie, et commencèrent à tirer à mitraille. La colonne française était formée du cinquième régiment d'infanterie provisoire, venu du couvent de San-Bernardino, tout près de-là. Le général de brigade Lefranc qui la commandait, ne donna aux Espagnols

que le temps nécessaire pour faire douze ou treize décharges de leurs bouches à feu. Il enleva le parc à la baïonnette et reprit les fusils dont les insurgés commençaient à briser les caisses. Ce fut là l'épisode le plus sanglant de la journée du 2 mai. Là périrent Daoiz et Velarde. L'histoire conservera leurs noms, comme des premiers martyrs pour la cause de l'indépendance de leur pays.

Aux premiers coups de fusil, le grand-duc de Berg, le maréchal Moncey et les officiers-généraux qui ne commandaient pas de troupes, s'étaient portés en haut de la côte de Saint-Vincent, dans une position qui domine la partie ouest de la ville. On avait réuni sur ce point le régiment de fusiliers de la garde impériale. Plusieurs membres de la Junte y accoururent et supplièrent le grand-duc de faire cesser l'effusion du sang. Le ministre de la guerre O'Farril et le ministre des finances Azanza parcoururent les rues à cheval, en agitant en l'air des mouchoirs blancs en signe de

réconciliation. Ils sauvèrent la vie à un grand nombre de leurs concitoyens. Sur leur invitation, les membres des conseils se distribuèrent les différens quartiers pour y proclamer l'amnistie générale. Plusieurs officiers des deux nations s'adjoignirent à cette mission de paix. L'émeute avait commencé à dix heures du matin, à deux heures après midi tout était fini. Les troupes et l'artillerie cantonnées à quelque distance de Madrid s'étaient ébran-lées, mais elles n'entrèrent pas dans la ville. Dans tout ce tumulte, la perte des Français n'alla pas à trois cents hommes tués ou blessés; la perte des Espagnols fut moins considérable.

Le combat avait cessé, mais la paix n'était pas faite. Peu importe aux soldats si l'amour de la patrie et la haine de l'oppression ont mis les armes à la main de leurs adversaires; il n'y a de guerres justes à leurs yeux que les guerres loyales, celles déclarées à l'avance, où la querelle se vide à ciel ouvert, et où l'on

s'embrasse après. Les habitans de Madrid venaient de les surprendre un à un, désarmés, inoffensifs, et les avaient massacrés à huisclos. Cependant, quand les Français eurent retrouvé leur force en se réunissant, ils en avaient fait un usage modéré, car peu d'ennemis étaient tombés sous leurs coups, et ils s'étaient contentés de retenir prisonniers plusieurs hommes arrêtés les armes à la main. Le grand-duc jugea que ce n'était pas assez pour la garantie de l'ordre public, et que l'autorité devait reprendre ses droits. Le mouvement du 2 mai, prémédité ou non, était une véritable agression de la part des Espagnols. Dans la soirée du même jour et le lendemain, quelques-uns des prisonniers faits pendant le tumulte, et d'autres que les patrouilles rencontrèrent armés, comparurent devant une commission militaire. On les condamna à mort, comme chefs ou complices de révolte, et on les fusilla près de la promenade du Prado.

Il se trouva parmi les condamnés des hom-